

Ils bataillent pour la majorité

Conseil d'Etat Duel entre la Verte Béatrice Métraux et l'UDC Pierre-Yves Rapaz avant le second tour de l'élection complémentaire au gouvernement du 18 décembre

Laure Pingoud,
Justin Favrod Textes
Jean-Bernard Sieber Photos

Dans une semaine, l'un d'entre eux sera le 7e conseiller d'Etat vaudois. Pierre-Yves Rapaz bataille pour sauver le siège UDC de Jean-Claude Mermoud et la majorité de droite du gouvernement. Car la Verte Béatrice Métraux, en tête au premier tour, est bien placée pour faire tomber ce siège dans l'escarcelle de la gauche. Du moins jusqu'aux élections de mars.

Que signifierait un basculement du gouvernement à gauche?
Béatrice Métraux (B.M.): Il ne s'agit pas de basculement de majorité, mais d'une nouvelle majorité. Le canton va plutôt bien, donc celle-ci ne remettra pas en question les réalisations du gouvernement actuel, surtout pas l'assainissement des finances. Nous souhaitons juste mettre plus rapidement en œuvre une société durable et tous les points du programme de législation dans ce but: biodiversité, énergies renouvelables, transports. Et, en ces temps troublés, l'emploi et le logement nous paraissent très importants. Cela veut dire investir, mais aussi inciter les privés et les collectivités à mettre cela en œuvre, notamment en aidant les communes à réaliser leur potentiel constructible.

Pierre-Yves Rapaz (P.-Y.R.): La gauche cache ses vrais intérêts. Ce serait un basculement important. Lorsqu'on parle d'inciter, ce n'est rien d'autre qu'obliger les communes à aller de l'avant dans des projets qui devraient au contraire venir de leur volonté. Derrière les beaux discours de Mme Métraux se cache une volonté de dépenser à tout va, sans se soucier des générations futures. L'exemple de la Grèce montre où cela mène.

Que deviendrait la dette avec une majorité de gauche?

B.M. Quand je dis «inciter», cela ne veut pas dire «dépenser». Je suis fermement opposée à la hausse de l'endettement. En 2002, la dette était de 6,8 milliards, alors que le gouvernement était composé de cinq magistrats de droite et deux de gauche. Depuis, c'est un Conseil d'Etat collégial qui a pris les choses en main. Et c'est le gouvernement en corps qui a permis le redressement des finances puisque les socialistes Pierre-Yves Maillard et Anne-Catherine Lyon et le Vert François Marthaler gèrent à eux seuls trois quarts du budget de l'Etat. Ce que j'ai vu, en revanche, c'est que l'UDC a demandé la baisse de trois points d'impôt; c'est la moitié du budget de fonctionnement de la police. P.-Y.R. J'apprends avec plaisir que c'est la gauche qui a fait baisser la dette! C'est quand même oublier les manifestations de la fonction publique lorsque le parlement devait prendre des mesures d'assainissement, attaquées par vos partenaires. Et quand j'entends que l'UDC aurait fossé la moitié du budget de la police! Je rappelle que le Conseil d'Etat proposait un point et que la gauche lutait contre cette baisse. Notre proposition a permis de faire passer la baisse d'impôt voulue par le gouvernement. Avec une majorité de gauche, les Vaudois n'auraient rien eu.

Hors finances, pour quel projet la droite veut-elle garder la majorité?
P.-Y.R. C'est un projet dans la continuité. Nous allons au-devant d'années difficiles et ce n'est pas le moment de lâcher sur le plan financier.

Et la politique anticyclique?
P.-Y.R. Elle est en route. Mais l'Etat est un paquebot long à manœuvrer et les investissements décidés se réalisent maintenant. Plutôt qu'un coup d'accélérateur, il faut mettre le focus sur les régions périphériques, et en garantissant aussi les infrastructures routières.



Béatrice Métraux, syndicaliste et syndique

A 56 ans, la Verte Béatrice Métraux est plutôt nouvelle sur la scène politique vaudoise. Mais elle va vite en besogne: municipale de Bottens dès 2002, elle entre chez les Verts l'année suivante. En 2007, elle devient députée, puis cheffe de son groupe trois ans plus tard. Ce printemps, elle a été élue syndique de Bottens. D'origine française, cette juriste épouse un Vaudois et s'installe à Bottens après un séjour en Afrique dans les années 1980. Entrée comme juriste à la Fédéra-

tion des sociétés de fonctionnaires, le syndicat de la fonction publique jugé le plus modéré, elle en est devenue la présidente.

Au Grand Conseil, elle s'est battue pour la police unique, pour les énergies renouvelables, la défense de la fonction publique... Mais c'est surtout dans les coulisses qu'elle est omniprésente, toujours en discussions avec tous. Elle fait chaque fois preuve d'un mélange de bonhomie et de brusquerie qui ne laisse pas de surprendre.



«La gauche cache ses vrais intérêts. Ce serait un basculement important»

Pierre-Yves Rapaz, chef du groupe UDC au Grand Conseil



«Il ne s'agit pas de basculement de majorité, mais d'une nouvelle majorité»

Béatrice Métraux, cheffe du groupe des Verts au Grand Conseil

A vous entendre, l'électeur doit conclure...

B.M. Je pense que le gouvernement a effectivement bien géré la question financière. Mais on est à l'aube d'un défi énergétique majeur et il y a là un virage à effectuer. Et dans d'autres domaines, il faudrait prendre des décisions plus rapidement, pour la sécurité par exemple. P.-Y.R. On voit là le double discours de Mme Métraux, qui veut s'intégrer dans un collège, mais arrive avec ses propositions! Vous parlez d'énergies renouvelables. Mais quand on fait des éoliennes, ce sont vos milleux qui s'y opposent. Et, en matière de sécurité, la gauche veut augmenter le nombre de policiers, mais leur tape dessus lorsqu'ils font leur travail de répression. La sécurité passe certes par un



Pierre-Yves Rapaz, municipal et agriculteur

Agriculteur, UDC et municipal de Bex, Pierre-Yves Rapaz se voit comme le successeur naturel de Jean-Claude Mermoud au Conseil d'Etat. Une fonction pour laquelle le chef du groupe UDC au Grand Conseil se profile depuis un moment. Il faisait toutefois figure de second couteau, éclipsé notamment par le conseiller national Guy Parmelin jusqu'à ce que ce dernier refuse définitivement. C'est que le viticulteur de Bursins avait les faveurs des alliés libéraux-radicaux, face à un Pierre-

Yves Rapaz jugé trop bloché. Au Grand Conseil, où il siège depuis 1994, le député de 44 ans se fait en effet remarquer par ses prises de position fermes, assénées sèchement, et de fréquentes interventions sur les étrangers, du port du voile aux sans-papiers. Mais il est aussi l'un des rares UDC à avoir affiché des désaccords avec le programme de son parti. C'est la fonction qui fait l'homme, se défend-il. Il veut prouver qu'il saura passer de l'agressivité de chef de file à la collégialité de ministre.

renforcement des effectifs, mais les communes vont engager une septantaine d'agents avec la réorganisation policière. B.M. Pour les éoliennes, les Verts sont très clairs: nous disons qu'il faut les mettre où elles dérangent le moins et sont les plus efficaces. Le blocage vient surtout du voisinage. Et, en matière de sécurité, j'ai toujours défendu la police et les agents de détention, dont je connais très bien le travail.

Un gouvernement de gauche n'inquiéterait-il pas l'économie?

B.M. Je ne crois pas que les entreprises doivent s'inquiéter, car la gauche et les Verts savent que le canton a tout intérêt à avoir un tissu industriel solide. Il est vrai que nous avons d'autres préoccupations de cohésion sociale, impliquant une solidarité notam-

ment avec les familles monoparentales et les bas revenus. Mais ce n'est pas en contradiction avec le développement des entreprises. P.-Y.R. Le programme politique de gauche demande de nouveaux prélèvements sur la masse salariale, six semaines de vacances, des semaines de congé paternité et maternité. Et n'est-ce pas plus sain de travailler avec des conventions collectives plutôt qu'avec un salaire minimum que demande la gauche?

B.M. C'est une question grave lorsqu'on sait que les conventions collectives ne sont pas reconduites par certains employeurs, comme dans la construction.

P.-Y.R. Je pense que les entreprises ont du souci à se faire.

B.M. Et moi je dis que les salariés ont du souci à se faire!

Les perspectives des deux candidats

• Dans quel département les deux candidats se sentiraient-ils le mieux? «Dernier arrivé, dernier servi», répond Béatrice Métraux, qui avoue un petit faible pour le DSE, Département de la sécurité et de l'environnement, parce que s'y prépare la politique de l'énergie. Le Département de l'intérieur, où se trouvent le Service pénitentiaire, qu'elle suit comme présidente de la Fédération des sociétés de fonctionnaires, l'intéresse aussi. Et la question des Eglises passionne cette catholique pratiquante. Tout comme Béatrice Métraux, Pierre-Yves Rapaz est prêt à reprendre le Département de l'économie ou celui de l'intérieur. «Car Philippe Leuba, chef de l'intérieur, semble trouver ses marques dans le Département

de l'économie, qu'il a repris au décès de Jean-Claude Mermoud.» Le Bellerin se verrait bien aussi au DSE, «notamment parce que j'ai fait partie du corps des pompiers de ma région et en raison de mon expérience militaire». Il apprécierait les Infrastructures: «C'est mon dicastère à la Municipalité de Bex.» Les deux projets qui leur tiennent à cœur? Pierre-Yves Rapaz cite la défense des régions périphériques et la création de l'hôpital du Chablais. Béatrice Métraux veut défendre les énergies renouvelables et un LEB (Le Lausanne-Echallens-Bercher) qui route à la fréquence du quart d'heure. Serait-il bon qu'il y ait trois femmes au Conseil d'Etat contre deux aujourd'hui? Les deux candidats n'ont pas le même

point de vue. «Le gouvernement a fonctionné avec sept hommes, est une forte représentation féminine: «Les femmes ont une autre sensibilité. Nous sommes moins brusquées, plus ouvertes au dialogue.» Et d'attaquer l'UDC, qui propose de supprimer le Bureau vaudois de l'égalité. «Je me suis opposé à cette mesure devant le congrès de mon parti», rappelle Pierre-Yves Rapaz.